
**L'espoir d'une indépendance
énergétique retrouvée en Égypte**

Benjamin Augé

Février 2016

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-36567-530-7
© Tous droits réservés, Ifri, 2016

IFRI
27, RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
Tel: +33 (0)1 40 61 60 00
Fax: +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

IFRI-BRUXELLES
RUE MARIE-THÉRÈSE, 21
1000 – BRUSSELS – BELGIUM
Tel: +32 (0)2 238 51 10
Fax: +32 (0)2 238 51 15
Email: bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
UNE HISTOIRE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE BIEN ANCIENNE.....	4
UNE SITUATION ÉNERGÉTIQUE DIFFICILE IMPOSANT DES DISCUSSIONS AVEC ISRAËL	8
LE BOULEVERSEMENT ÉNERGÉTIQUE ET GÉOPOLITIQUE DE LA DÉCOUVERTE DE ZOHR	11
Hormis les projets d’Eni, quels sont les projets des autres sociétés ?	15
Qui sont les hommes du pétrole en Égypte ?	15
CONCLUSION.....	18

Introduction

Le destin pétrolier et gazier de l'Égypte semblait encore scellé en juillet 2015. Cet État, producteur de pétrole depuis près de cent ans¹ et de gaz depuis 1975² devait composer avec une dépendance énergétique de plus en plus importante vis-à-vis des marchés extérieurs. En 2010, le pays a pour la première fois, et ce depuis fort longtemps, consommé davantage de produits pétroliers (765 000 barils par jour (b/j)³) qu'il n'a produit de brut (725 000 b/j) et cette tendance s'est ensuite poursuivie. En 2014, la différence entre la production et la consommation excédait 100 000 b/j. De même pour le gaz, c'est en 2014 que la consommation a rattrapé la production nationale égyptienne (48 milliards de mètres cubes (Gm³)). En 2015, l'Égypte a consommé davantage de gaz que le pays n'en a produit et il devrait en être de même en 2016. La raison en est simple. Malgré des niveaux de production gazière les plus importants d'Afrique, l'accroissement rapide de la population entraîne des besoins supplémentaires auxquels le pouvoir politique doit répondre. Entre 1986 et 2013, le nombre de citoyens égyptiens a quasiment doublé passant de 48 millions à 83 millions⁴. Or, la production d'électricité nationale est fortement dépendante du gaz, 57 % du gaz produit en Égypte est brûlé dans les centrales et 28 % de ce gaz est utilisé par les industries⁵. En dehors du seul facteur humain, l'augmentation si rapide de la consommation est aussi le résultat de la distorsion du marché causée par les importantes subventions qui pèsent lourdement sur le budget de l'État et incitent les consommateurs au gaspillage⁶ et à s'enrichir en organisant des trafics dans les pays frontaliers comme au Soudan. Ces subventions ont cependant baissé de 78 % à l'été 2014⁷ ce qui a eu pour effet de

1. Le premier gisement pétrolier de Gamasah est entré en production en Égypte en 1910.

2. Le premier gisement de gaz est celui d'Abulghradeek.

3. Les données sont toutes issues du BP Statistical Review of World Energy, édition 2015.

4. Egypt State Information Service.

5. Pour en savoir plus : <www.egyptthefuture.com>.

6. Pour les seuls produits pétroliers, les subventions ont coûté neuf milliards de dollars environ entre juin 2014 et juin 2015 selon le ministre du pétrole Tarek El Molla cité dans le *Financial Times*, "Egypt reduces budget deficit with cuts to fuel subsidies", 9 novembre 2015. Avec la réduction des subventions, le même ministre espère ramener les dépenses à 7,7 milliards de dollars entre juin 2015 et juin 2016.

7. Pour en savoir plus : <www.forbes.com>.

ralentir l'accroissement de la consommation sans la diminuer pour autant.

Ainsi, alors que le pays bénéficiait d'une situation d'indépendance énergétique totale et pouvait même exporter du gaz grâce à ses deux terminaux de liquéfaction et au gazoduc le liant à Israël et à la Jordanie, les autorités égyptiennes ont été contraintes ces dernières années, de mettre en place des nouvelles stratégies d'importation. Cependant, les récentes et gigantesques découvertes dans ses eaux territoriales bouleversent de nouveau la donne énergétique du pays.

L'objectif de cette note est d'expliquer ce que le gisement gazier de Zohr va changer dans le paysage énergétique de l'Égypte. Nous aborderons également la gestion par l'État égyptien de son secteur des hydrocarbures, secteur assez peu connu du fait de son impact relativement limité sur les marchés internationaux.

Une histoire pétrolière et gazière bien ancienne

L'Égypte est un des plus anciens producteurs de pétrole au monde. Sa production pétrolière a démarré bien avant l'Arabie Saoudite, soit au même moment que celle de l'Iran en 1908. L'Égypte a connu des périodes d'exportations significatives de brut et des périodes d'importations de produits pétroliers. Ces différentes étapes se sont succédées au gré des besoins du pays et de ses découvertes. L'Égypte, du fait de sa longue expérience pétrolière, a très tôt mis en place une politique sectorielle. Le pays a inauguré sa première raffinerie dès 1913 puis sa deuxième, Suez Oil Refinery, en 1923. Il a créé sa première entité de recherche d'État, la Petroleum Search Authority, en 1918, puis en 1934, son premier embryon de société étatique la Cooperative Petroleum Association Co. Cette dernière a été remplacée en 1957 par General Petroleum Company dont l'objectif était d'explorer des gisements en Égypte ainsi qu'à l'étranger. La même année, la société Eastern Petroleum Company est créée dans le cadre d'un partenariat entre les investisseurs italiens et l'État égyptien. À l'époque, cette compagnie était une première dans le monde arabe, encore sous le régime des concessions où les États ne reçoivent que des redevances et n'entrent pour la plupart du temps pas en partenariat avec les firmes étrangères. Cette décision des Italiens faisait suite à la nationalisation du canal de Suez de 1956 et au souhait de Gamal Abdel Nasser de mettre l'État au centre de l'économie égyptienne. Le premier champ offshore est alors découvert en 1961 avec North Balae'm. Quant à la production pétrolière nationale, elle fait un bond grâce à la mise en production du gisement pétrolier géant d'Al Morgan en 1967, situé dans le golfe de Suez et estimé à 2,7 milliards de barils. La production égyptienne passe ainsi de 106 000 b/j en 1967 à 319 000 b/j en 1970⁸. Ce gisement produit toujours quelque 40 000 b/j en 2015 par l'intermédiaire de la *joint-venture* Gulf of Suez Petroleum Company (entre BP et l'État égyptien). Le premier ministère du Pétrole est inauguré en 1973, ce secteur étant auparavant sous la coupe de l'industrie. Grâce à ce nouveau ministère, de nombreuses conférences seront organisées pour attirer les investisseurs et des appels d'offres permettront l'accroissement

8. BP Statistical Review of World Energy 2010.

de l'exploration et de la production. Cette dernière atteindra au plus haut de l'histoire pétrolière du pays 941 000 b/j en 1994. Quant au gaz, le pic de production est atteint en 2009 avec 62,7 Gm³⁹.

Grâce à une dynamique favorable de production dans les années 1970, l'Égypte est parvenue à intégrer l'Organisation arabe des pays exportateurs de pétrole (OAPEP) dès 1972, mais sans jamais pour autant devenir membre de l'OPEP du fait de sa faible capacité d'exportation¹⁰. Si des découvertes ont été effectuées depuis, elles n'ont jamais permis au pays de conserver un plateau de production aussi élevé qu'il y a vingt ans. Pourtant, l'effort d'exploration a été soutenu. L'étude de la carte des différents bassins sédimentaires égyptiens permet de mesurer l'importance de l'activité d'exploration. Rien que dans le golfe de Suez, 73 permis sont actuellement explorés, auxquels s'ajoutent les 118 permis situés dans le delta du Nil, le désert du Sinaï ainsi que dans l'offshore méditerranéen. Au total, il y a près de 200 blocs d'exploration dans le pays, ce qui fait de l'Égypte, en kilomètres carrés explorés comme en nombre de permis, l'un des premiers pays d'Afrique. Les sociétés actives dans le pays sont de différentes tailles avec une forte présence des compagnies internationales. Avec 26 permis, la *major* italienne Eni est le premier producteur du pays (227 000 b/j équivalent pétrole¹¹). BP¹² dispose de 23 permis qui représentent 15 % de la production pétrolière nationale et 30 % de celle du gaz. Les autres compagnies *majors* présentes sont Shell (7 permis), BG (5 permis), Statoil (2 permis), Engie (1 permis) et Total (1 permis).

9. BP Statistical Review of World Energy 2015.

10. Après avoir été exclue de l'organisation en 1979 du fait des accords de Camp David signés avec Israël, l'Égypte l'a réintégrée en 1989.

11. La *major* italienne est active en Égypte depuis 1954.

12. Le groupe a signé en mars 2015 un accord avec son partenaire allemand RWE et l'État égyptien sur le projet de West Nile Delta qui permettra de développer à 80 kilomètres de la ville côtière d'Alexandrie, des gisements d'un total de 5 trillions de pieds cube et 55 millions de barils de condensat. Pour en savoir plus : <www.offshore-technology.com/projects/west-nile-delta-project/>.

Carte n°1 : Gisements pétroliers et gaziers en Égypte



Source : Site internet du ministère du pétrole égyptien.

Outre ses oléoducs (entre le golfe de Suez et la zone septentrionale vers la côte) et l'Arab Gas Pipeline (carte ci-dessus), l'Égypte possède deux terminaux de liquéfaction sur sa côte méditerranéenne :

- Le terminal SEGAS, opéré par l'Egyptian Natural Gas Holding Company (EGAS), Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC), Eni et Union Fenosa. Situé à Damiette (proche de Port Saïd), il est opérationnel depuis décembre 2004. Il permet de transformer 5 millions de tonnes par an dont 3,2 sont préachetés grâce à un contrat de longue durée avec Union Fenosa pour approvisionner le marché espagnol et européen. Cependant, du fait de la hausse de la consommation égyptienne, SEGAS est fermé depuis mi-2013. SEGAS est alimenté par la part de l'État sur les gisements de BG, BP et Eni, et l'Égypte peut ainsi décider de privilégier la demande interne plutôt que l'exportation. Des

diminutions d'approvisionnement ont commencé à toucher SEGAS en 2007 soit deux ans à peine après son ouverture¹³.

- Le deuxième terminal égyptien, ELNG, produit du GNL depuis 2005 et est situé à Idku, à une cinquantaine de kilomètres d'Alexandrie. Il est opéré par BG Group, Petronas, Engie, EGPC et EGAS. ELNG produit quelque 7,2 millions de tonnes par an grâce à deux trains de liquéfaction approvisionnés par les gisements de West Delta Deep Marine Concession. La moitié de la production d'ELNG est achetée par Engie selon un contrat de long terme signé en janvier 2002¹⁴. Le reste est commercialisé par BG Group, d'abord en direction des États-Unis, puis depuis le boom du gaz de schiste, vers l'Europe.

13. World Gas Intelligence, "Egypt Squeezes Gas Supply to LNG Plant", 24 octobre 2007.

14. « Gaz de France va se fournir en Égypte », *Le Figaro*, 22 janvier 2002.

Une situation énergétique difficile imposant des discussions avec Israël

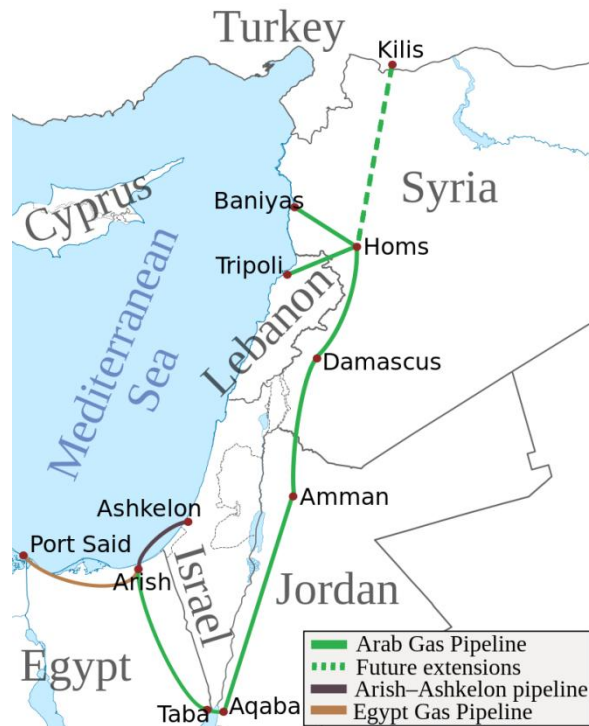
Afin de retrouver une certaine indépendance énergétique, le ministère égyptien du Pétrole s'est employé ces dernières années à faciliter l'implantation de nouvelles firmes étrangères et accroître les investissements des sociétés déjà présentes. Une des zones les plus convoitées est l'offshore méditerranéen, qui a fait l'objet d'un effort d'exploration important dans les années 2000. L'engouement pour ce bassin a été largement favorisé par les découvertes de l'offshore israélien depuis 1999 avec Noa, suivi en 2000 par le gisement de Mari-B (1,2 trillion de pied cube) en production depuis 2004, puis celui de Leviathan en 2009 (22 trillions de pieds cubes, en attente de développement) et Tamar en 2010 mis en production en 2013¹⁵. Toutes ces découvertes ont été effectuées par l'américain Noble Energy. Le gisement d'Aphrodite a été mis au jour au sud des eaux territoriales chypriotes sur le bloc 12 (4,5 trillions de pieds cube) par la même compagnie en 2011. En novembre 2015, BG Group prend d'ailleurs 35 % de ce permis. C'est donc dans un contexte très favorable que l'Égypte redouble d'efforts pour explorer ses eaux territoriales, à proximité des multiples découvertes du bassin du Levant (Israël/Liban).

Du fait de l'accroissement de la consommation égyptienne et du tassement de la production locale, les autorités ont mis en place depuis quelques années une stratégie pour sécuriser les approvisionnements des prochaines années. L'Égypte a fait le choix d'arrêter ses approvisionnements gaziers vers Israël¹⁶ en 2012 et de réduire ses livraisons vers la Jordanie ; ces deux États étant approvisionnés par l'Arab Gas Pipeline dont la construction a été achevée en 2003 par Gasco, filiale de l'Egyptian General Petroleum Corporation.

15. Voir sur ce sujet Maïté de Boncourt, « Risques politiques et géopolitiques : la gouvernance du gaz en Israël », *Notes de l'Ifri*, Paris, Ifri, décembre 2015, disponible sur : <www.ifri.org/fr>.

16. La branche de l'Arab Gas Pipeline qui approvisionne Arish–Ashkelon Pipeline n'a été inaugurée qu'en 2008.

Carte 2 : Réseau de gazoduc de l'Arab Gas Pipeline



Source : [Wikimedia Commons](#) .

Ces décisions ont été prises après plusieurs dizaines d'attaques sur le gazoduc dans la région du Sinaï (Est de l'Égypte) à partir de 2012. Cependant, du fait des découvertes en Israël et de la hausse continue de la consommation en Égypte, l'opportunité d'inverser la direction du flux d'Israël vers l'Égypte a peu à peu émergé. Deux accords de principe – non contraignants – ont été signés en ce sens. Un premier en mars 2015 entre les partenaires de Tamar Gas Field (Noble, Isramco, Delek, Avner Oil, Dor Gas) et la société privée égyptienne Dolphinus Holdings. Il prévoit l'acheminement par l'Arab Gas Pipeline de 5 Gm³ de gaz israélien par an¹⁷. Un autre accord a été paraphé en novembre 2015 entre les partenaires du champ de Leviathan (Noble Energy, Delek, Avner Oil et Ratio Oil) et Dolphinus Holdings pour 4 Gm³ sur quinze ans¹⁸. Pour se matérialiser, ces deux accords devront cependant attendre la position de l'East Mediterranean Gas (EMG), propriétaire de l'Arish-Ashkelon Pipeline, branche israélienne de l'Arab Gas Pipeline. Or, la compagnie EMG est déjà en conflit avec le gouvernement égyptien pour avoir suspendu le transfert du gaz vers Israël. Le principal actionnaire de l'EMG, Israeli Electric Corporation, a d'ailleurs

17. Pour en savoir plus : <www.reuters.com>.

18. Pour en savoir plus : <www.ft.com>.

remporté en décembre 2015 un arbitrage de la Chambre de Commerce internationale contre EGPC et l'Egyptian Natural Gas Holding Co. pour avoir suspendu les approvisionnements gaziers en 2012 et avoir ainsi rompu de manière unilatérale un accord commercial¹⁹. Les sociétés d'État égyptiennes ont été ainsi condamnées à verser 288 millions de dollars à EMG et 1,76 milliard de dollars de dommages à Israeli Electric Corporation. Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, conscient du problème politique que cela pourrait engendrer avec son grand voisin, a immédiatement envoyé un émissaire pour tenter d'aplanir le différend²⁰. Aucune décision finale d'investissement n'a encore été prise par les partenaires sur Leviathan, le gouvernement israélien ne donnant pas son feu vert, car englué dans un débat politico-juridique sur une éventuelle position dominante des opérateurs gaziers.

En dépit des réserves considérables en Israël, bien trop importantes pour le seul marché local et de la nécessité de trouver des marchés d'exportation au plus vite, le gouvernement israélien pourrait avoir manqué une opportunité inespérée en n'exploitant pas Leviathan plus tôt.

19. Pour en savoir plus : <www.timesofisrael.com>.

20. Pour en savoir plus : <www.ft.com>.

Le bouleversement énergétique et géopolitique de la découverte de Zohr

Il est important de comprendre combien les facteurs permettant la découverte de Zohr dans les eaux territoriales égyptiennes en Méditerranée, ne sont pas uniquement liés à l'intuition de certains géologues italiens d'Eni. Zohr s'inscrit dans une dynamique entretenue par une ancienne nation pétrolière où le nationalisme politique a joué un rôle central pour accroître les efforts de l'administration pétrolière. Lorsqu'il arrive au pouvoir en mai 2014, le général Abdel Fattah Al-Sissi a devant lui une situation énergétique préoccupante. Les coupures de courant sont très fréquentes et surtout, aucune autre solution n'est disponible à part négocier des contrats de long terme pour l'achat soit de GNL (Qatar, Algérie ou Russie), soit de gaz naturel en provenance d'Israël grâce au gazoduc existant. En effet, l'arrêt quasi complet des exportations de gaz égyptien ne suffit pas à assurer une quelconque indépendance gazière. En décembre 2014, six cargaisons de 145 000 mètres cubes de GNL sont achetées pour livraison entre avril et septembre 2015 à l'Algérie voisine²¹. De même, plusieurs tours de négociations sont organisés en 2015 entre Gazprom et son homologue égyptien, Egyptian Natural Gas Holding Company. En août, un accord est conclu avec les Russes jusqu'en 2019 pour approvisionner l'Égypte en GNL. Le premier cargo arrive en août 2015²².

L'achat de gaz d'Israël n'est pas aisé sur le plan politique. Si Le Caire était en position de force lorsqu'il livrait du gaz à Israël et pouvait utiliser l'argument financier pour faire passer localement ce lien économique privilégié, l'enjeu n'est plus le même lorsque l'Égypte dépend du gaz israélien. Une partie de la population, composée notamment des Frères musulmans ainsi qu'une frange islamiste encore plus radicale, est farouchement opposée aux relations avec Israël. Dépendre de ce pays pour les approvisionnements en gaz serait ainsi un sujet supplémentaire de crispation politique interne.

21. UMCi News, 9 décembre 2014.

22. Pour en savoir plus : <www.platts.com>.

Si l'exploration a connu un trou d'air entre 2010 et 2012 du fait de la révolution contre Hosni Mubarak et des nombreux arriérés de paiement de l'État envers les compagnies privées²³, l'activité reprend avec l'élection du président Mohammed Morsi et l'organisation de l'appel d'offres « EGAS 2012 ». Son gouvernement réussit tout de même à octroyer huit permis clés en avril, soit avant son renversement le 3 juillet 2013. Sur ces huit permis proposés dans les régions du delta du Nil et l'offshore méditerranéen, l'Égypte attribue en particulier un permis offshore, Shorouk offshore, aussi appelé « bloc 9 », remporté par la filiale d'Eni en Égypte (International Egyptian Oil Company). Du fait de sa localisation, ce permis fait d'ailleurs l'objet de plusieurs offres dont une de la part de la *major* française Total. Shorouk est particulièrement stratégique car il se trouve à proximité du gisement Aphrodite dans l'offshore chypriote. L'autre particularité de ce bloc est qu'Eni le contrôle pour le moment à 100 %.

Un dernier appel d'offres « EGAS 2013 » débutant le 30 décembre 2013 a concerné huit nouveaux blocs du delta du Nil et de la zone Méditerranée. Six des huit périmètres trouvent preneurs, le nom des heureux gagnants est annoncé en janvier 2015. Eni s'empare des blocs de North Leil et contrôlera 50 % de Karawan en collaboration avec BP. Les autres sociétés à prendre pied en Égypte ou renforcer leur position sont Dana Gas (North El Salhiya et El Matariya), Petroceltic et Edison (North Port Fouad), et enfin Total (North El Malala).

Au-delà de l'intérêt des compagnies internationales renforcé par les découvertes dans la région (Liban, Chypre et Israël), cette effervescence d'exploration en Égypte est aussi le résultat d'un pouvoir politique et de fonctionnaires d'État en charge du secteur, très proactifs pour permettre au pays de retrouver le plus vite possible une indépendance énergétique (au moins en matière gazière). Cette « méthode égyptienne » va encore s'illustrer avec la découverte géante de Zohr sur le bloc d'Eni Shorouk.

23. Au début 2014, on estimait à 6,3 milliards de dollars les arriérés que l'État égyptien devait aux firmes productrices de gaz et pétrole dans le pays. Ce montant vient des retards de paiements sur les développements des gisements dont les firmes d'État sont également actionnaires, ainsi que des avances de la part des pétroliers privés sur les cargaisons de l'État qui ne sont pas remboursées. (Source : The Economist Intelligence Unit Ltd, 3 janvier 2014).

Près de 1,5 milliard de dollars a été remboursé début novembre 2014 par l'Égypte puis un deuxième prêt de deux milliards a été contracté pour rembourser les arriérés des compagnies pétrolières et les inciter à reprendre l'exploration au plus vite. (Source : "Egypt Issues Tender Against Oil Revenues", *Financial Times*, 13 novembre 2014). On estimait en décembre 2015 les arriérés de l'État aux compagnies à trois milliards de dollars, en augmentation de 300 millions de dollars depuis octobre (Source : *Daily News Egypt*, 3 janvier 2016).

Comme souligné plus haut, Eni est la première compagnie étrangère en Égypte, en volume de production. L'Égypte représente 14 % de la production pétrolière et gazière totale d'Eni. La compagnie italienne a signé avec la société d'État EGPC/EGAS de nombreux partenariats. En juillet 2010, Eni obtient l'accès à l'Arab Gas Pipeline en échange de l'implication d'EGPC dans les activités du groupe italien sur ses permis en Irak et au Gabon. Bien avant la découverte de Zohr, Eni veut favoriser une dynamique de long terme avec le gouvernement et signe en mars 2015 un accord de principe prévoyant cinq milliards de dollars d'investissement d'ici à 2019 afin de produire 200 millions de barils et 1,3 trillion de pied cube supplémentaire, sans pour autant préciser sur quelle durée ce volume sera produit²⁴. Ces développements concernent des projets dans le golfe de Suez, dans le désert, le delta du Nil, et dans l'offshore méditerranéen. L'accord de principe est confirmé et précisé le 12 novembre 2015. Il vise principalement les développements de Sinai 12, Abu Madi North Port Said et Balum et porte sur un investissement estimé à deux milliards de dollars sur une durée de quatre ans²⁵. Cet engagement d'investissement est singulier car il s'inscrit dans une conjoncture déprimée où, depuis la mi-2014, les prix du baril sont au plus bas avec une visibilité très faible sur leur évolution. Dans le même temps, Eni met les moyens pour forer au plus vite sur Shorouk, compte tenu des données sismiques intéressantes dont la compagnie dispose et les découvertes à proximité, en particulier celles d'Aphrodite à Chypre, ayant une géologie similaire.

Dès que le gisement Zohr²⁶ a été découvert début août 2015 grâce au forage du puits Zohr 1X NFW, le directeur général d'Eni Claudio Descalzi se rend personnellement au Caire afin d'en rendre compte au président Abdel Fatah Al-Sissi. Du fait de l'importance de ce gisement (30 trillions de pieds cube (850 Gm³)), le numéro un d'Eni fait à nouveau le voyage vers l'Égypte en octobre et le 26 novembre 2015 pour expliquer au chef de l'État égyptien les développements de ce projet gigantesque²⁷. Claudio Descalzi déclare même à la presse égyptienne : "This historic discovery will be able to transform the energy scenario of Egypt²⁸". Le gouvernement de son côté est également très optimiste en faisant état d'un début d'exploitation dès 2017. L'objectif étant de produire un milliard de pied cube supplémentaire par jour à partir de fin 2017, en ne prenant en compte que le gisement de Zohr. En 2019, la production de Zohr passerait à 2,7 milliards de pieds cubes²⁹. Eni prévoit d'utiliser dans

24. Eni, Integrated Annual Report 2014.

25. Pour en savoir plus : <www.eni.com>.

26. En arabe, la signification de Zohr veut dire « prospérité ». Cela démontre l'importance que ce gisement revêt pour le gouvernement égyptien.

27. Pour en savoir plus : <www.eni.com>.

28. *Daily News Egypt*, 30 août 2015.

29. Upstream, "Egypt Looks to Bring Giant Gas Find to Market", 9 janvier 2016.

un premier temps les infrastructures sous-marines de récupération de sa plateforme de El-Temsah (135 000 b/j équivalent pétrole). Rien que sur ce seul gisement, Eni prévoit de dépenser sept milliards de dollars durant les trois années post-découverte³⁰.

Le gouvernement étant très volontaire sur le développement de ce gisement du fait des enjeux de sécurité énergétique, les négociations de prix se sont déroulées avec Eni dès la fin 2015. Selon le président de l'EGPC Mohamed El-Masry, les deux parties se sont mises d'accord sur une fourchette comprise entre 4 et 5,88 \$/MBtu avec une renégociation en 2019³¹. Ce prix a été jugé amplement suffisant pour qu'Eni dépose son plan de développement auprès du gouvernement, ce dernier devant le valider avant la fin du premier trimestre 2016³². Le patron de l'EGPC a également fait savoir qu'Eni avait accepté de vendre la totalité de la production de Zohr sur le marché égyptien. La compagnie italienne souhaite aller au plus vite, et dès décembre 2015, l'appareil de forage Saipem 10 000 était en place pour commencer le forage de Zohr-2. Trois nouveaux forages sont prévus sur Zohr au premier trimestre 2016 afin de mieux appréhender l'étendue du gisement et mesurer plus précisément les volumes de production possibles. C'est la société PetroShorouk qui comprend Eni et l'EGPC égyptienne qui développera le gisement.

La découverte de Zohr a aussi accéléré l'exploration sur les blocs joutant celui de Shorouk. C'est principalement le cas de celui de North Port Fouad, opéré depuis septembre 2014 par les Italiens d'Edison et la junior irlandaise Petroceltic. Le forage de Zohr 1X NFW a été effectué à seulement trois kilomètres de la frontière du bloc d'Edison et il est même probable que Zohr puisse se situer de part et d'autre des blocs de Shorouk et North Port Fouad³³. Edison a d'ailleurs accéléré son programme d'exploration sur ce permis et devrait mener une sismique 3D en 2016 afin de déterminer au plus vite la zone de forage la plus propice aux découvertes. La découverte d'Eni a aussi eu des conséquences sur North Thekah, situé au sud de North Port Fouad et opéré par Edison et Petroceltic depuis avril 2013. Les deux sociétés songent à effectuer un forage dès 2016 alors même qu'elles n'en ont nullement l'obligation dans leur programme de travail conclu avec le gouvernement égyptien. De son côté, Eni devrait aussi accélérer son programme sur les blocs de Karawan et North Leil, tous deux situés à l'ouest de Shorouk.

Au-delà de la future indépendance égyptienne en gaz³⁴, Eni œuvre également pour que les deux terminaux de liquéfaction

30. Pour en savoir plus : <www.egyptoil-gas.com>.

31. Pour en savoir plus : <www.egyptoil-gas.com>.

32. Upstream, "Egypt Looks to Bring Giant Gas Find to Market", 9 janvier 2016.

33. Pour en savoir plus : <www.petroceltic.ie>.

34. Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) – BMI Research, "Egypto II & Gas Report", 1 janvier 2016.

égyptiens puissent attirer le gaz d'Aphrodite ainsi que celui des découvertes israéliennes, en particulier de Leviathan³⁵. L'objectif de la compagnie est de relancer le terminal de SEGAS LNG qui est en situation de sous capacité chronique du fait d'une demande intérieure plus importante que la production.

Hormis les projets d'Eni, quels sont les projets des autres sociétés ?

S'il est le plus important projet jamais développé en Égypte, Zohr n'est pourtant pas le seul gisement significatif qui pourrait être mis en production dans les prochaines années. Le ministère des Hydrocarbures compte aussi beaucoup sur BP et ses blocs de North Alexandria et West Mediterranean Deep Water où se trouve la découverte de West Nile Delta (WND), 5 trillions de pieds cubes. La production devrait démarrer dès 2017 avec 450 millions de pieds cubes par jour et atteindre 1,2 milliard de pied cube par jour en 2019, permettant d'approvisionner jusqu'à 25 % des besoins du marché intérieur égyptien³⁶. Concernant le gaz de schiste, son potentiel semble prometteur en Égypte ; Apache et Shell Egypt ont signé un accord en décembre 2014 avec le gouvernement pour une première production du gisement d'Apolonia dans la zone d'Abu Al-Ghardeeq à l'ouest de son désert courant 2016³⁷. Ce calendrier semble cependant particulièrement optimiste.

Qui sont les hommes du pétrole en Égypte ?

C'est sous la direction du ministre égyptien du pétrole, Sherif Ismail Mohamed en charge du secteur entre le 16 juillet 2013 et le 19 septembre 2015, que la découverte de Zohr a été effectuée. Le 19 septembre, il est nommé au poste de Premier ministre. La découverte de ce gisement géant a fortement participé à cette nomination qui n'allait pas de soi pour cet ingénieur de soixante ans. Autre grand succès de Sherif Ismail Mohamed en tant que ministre du Pétrole, à peine un mois après son arrivée aux affaires, la *major* chinoise Sinopec effectuée pour 3,1 milliards de dollars l'une des plus grosses acquisitions pétrolières du pays en s'emparant de 33 % de la filiale de l'américain Apache, troisième plus important producteur de pétrole en Égypte³⁸. Sherif Ismail Mohamed n'avait aucune

35. Voir à ce sujet, Maïté de Boncourt, *op. cit.*

36. Upstream, "BP Ups WND Stake in Egypt", 9 décembre 2016.

37. Pour en savoir plus : <www.dailynewsegypt.com>.

38. Selon la présentation de Dana Gas, novembre 2015 : <www.danagas.com>. Lors de l'opération en juillet 2013, les réserves d'Apache en Égypte sont estimées à 641 millions de barils et 3,79 trillions de pieds cube : <www.bloomberg.com>.

expérience politique avant de prendre le portefeuille du pétrole, il a mené toute sa carrière dans le secteur pétrolier au service de l'État où il a dirigé trois des cinq départements du ministère du Pétrole en étant successivement directeur général puis président de l'Egyptian Holding Company for Petrochemicals (ECHCP), avant de prendre les rênes de l'EGAS qui gère les participations de l'État dans les gisements et projets gaziers. Sherif Ismail Mohamed a ensuite dirigé Ganoub El Wadi Petroleum Holding Company (GANOPE), entité du ministère du pétrole chargée de la promotion et de l'attribution des licences d'exploration. Son manque d'expérience politique ne devrait pas poser de difficultés, car en Égypte, toutes les grandes décisions sont le fait du président et de l'armée, avec un poste de premier ministre relativement peu exposé.

Avec le remaniement en septembre 2015, c'est le président de l'Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) Tarek El Molla qui succède à Sherif Ismail Mohamed en tant que ministre du Pétrole. Après un diplôme d'ingénieur mécanique de l'Université du Caire, Tarek El Molla part travailler pour Chevron entre 1987 et 2010 où il termine comme directeur régional pour l'Afrique centrale de la *major* américaine. Il est ensuite embauché à l'EGPC où il occupera plusieurs fonctions de manager, avant d'en prendre la direction en 2013. Tout comme Sherif Ismail Mohamed, il n'est pas un politique de carrière mais bien davantage un spécialiste du secteur pétrolier. Les fonctions stratégiques de ministre de Pétrole et de directeurs des sociétés d'État pétrolières en Égypte ne peuvent être confiées à des politiciens sans expérience du secteur³⁹.

En dehors du ministre, deux personnalités ont un rôle clé dans le développement pétrolier et gazier du pays : le directeur général de l'EGPC, Mohamed Al-Masry ainsi que son homologue de l'EGAS Sherif Sousa. Mohamed Al-Masry a été le président de la compagnie Rosetta Petroleum Corporation, active dans le gaz de schiste américain et rachetée en mai 2015 par Noble Energy. Mohamed Al-Masry a également été le vice-président de l'EGAS à partir de février

39. Le ministre du Pétrole au sein du gouvernement de Mohamed Morsi (2012-2013), Osama Kamal, est également un ingénieur ayant toujours travaillé pour l'État notamment en tant que président à partir de 2009 de l'Egyptian Petrochemicals Holding Company (Echem), sous la tutelle du ministère du Pétrole. Osama Kamal a pris la suite d'un fidèle du président Hosni Mubarak, Amin Sameh Samir Fahmi, qui est resté ministre du Pétrole entre 1999 et 2011. Fahmi a travaillé pour l'EGPC avant de prendre la direction de la raffinerie d'Alexandrie, Midor Oil. Ce n'est qu'après une longue carrière de « technocrate » du secteur pétrolier qu'il devient un membre actif du National Democratic Party (NDP) de Hosni Mubarak au sein duquel il prend des fonctions de direction. Même cursus pour son prédécesseur Hamdi Al Banbi, ministre du Pétrole de 1991 à 1999. Ingénieur pétrolier de Texas A&M, il a gravi les échelons jusqu'à devenir le président de l'EGPC. Membre du NDP, il a également emporté un siège de député pour ce parti. Même si ces deux derniers exemples montrent que ces personnalités ont aussi occupé des fonctions politiques, ils ont d'abord effectué un cursus de spécialiste du secteur pétrolier et obtenu leur poste de ministre du Pétrole après avoir été à de nombreuses fonctions de direction dans les différentes sociétés d'État.

2015. Quant à Sherif Sousa, il a auparavant été le président de l'Egyptian Natural Gas Co. (GASCO), filiale de l'EGAS, puis sous-secrétaire en charge des affaires gazières au ministère du Pétrole.

Conclusion

L'histoire pétrolière et gazière de l'Égypte n'est comparable à celle d'aucun autre pays africain où l'exploration n'a commencé, pour la plupart des cas, que dans les années 1950. Depuis sa production qui a démarré il y a plus d'un siècle, l'Égypte a connu différentes phases durant lesquelles le pays a été largement excédentaire en matière de production pétrolière et gazière. S'il semble aujourd'hui acquis que l'Égypte va continuer à importer du brut, du fait d'une consommation importante pour satisfaire les besoins d'une population en forte croissance (la consommation dépassait la production en 2014 de plus de 100 000 barils par jour), il est en revanche probable qu'après les découvertes de West Nile Delta et plus encore celles de Zohr, la consommation nationale gazière sera à nouveau couverte par la production locale d'ici à 2020.

L'Égypte est un pays singulier disposant d'une forte capacité de l'État – quel que soit son président – à se mobiliser rapidement pour développer des projets pétroliers et gaziers. Cela s'explique par cette antériorité et les compétences des fonctionnaires à la tête des organismes d'État comme l'EGPC ou l'EGAS ou encore au sein de l'organisme de tutelle, le ministère du Pétrole. Si nombre d'États pétroliers ont politisé ce secteur clé, l'Égypte a souvent préféré confier les postes à responsabilité dans ce secteur, y compris celui du ministre du Pétrole, à un spécialiste et non à un « homme politique ». Il semble même que le secteur pétrolier forme des fonctionnaires qui vont ensuite rebondir en politique comme c'est le cas de l'actuel Premier ministre Sherif Ismail Mohamed.

L'Égypte, soucieuse d'assurer sa sécurité d'approvisionnement énergétique, fait tout pour que Zohr soit développé au plus vite. Un gisement de cette taille, dans une zone profonde (plus de 2 000 mètres d'eau) aurait, dans la plupart des pays, pris de nombreuses années avant de produire le premier mètre cube. Le président Abdel Fattah Al-Sissi s'est accordé avec le directeur général d'Eni pour que Zohr puisse entrer en production deux ans à peine après sa découverte. Cela est possible grâce à un cadre légal clair, un prix d'achat du gaz attractif pour Eni, ainsi qu'une certitude de vendre la totalité de la production à l'État. Cette réactivité est rendue possible car le pays sait qu'en cas de difficulté avec les opérateurs, ces derniers prendront davantage de temps pour développer les nouveaux gisements. C'est encore plus vrai dans la période actuelle de cours bas, qui pourrait inciter les opérateurs à

quitter le pays pour aller investir leurs fonds ailleurs. C'est l'immense avantage de l'Égypte où il n'y a aucune crainte d'avancer vite car les compétences en interne sont légion. Si l'on compare avec les débats sans fin en Israël qui ralentissent tous les projets d'exportation du gaz et donc de mise en développement des gisements tel que celui de Leviathan, on mesure l'avancée considérable de l'Égypte en terme de capacité de négociation et de maturité sur ce secteur. Cela permet de donner confiance aux investisseurs malgré une situation sécuritaire nationale très dégradée du fait de la multiplication des attentats terroristes dans le désert du Sinaï ou dans les zones touristiques comme à Sharm el Cheikh (88 personnes tuées en 2005 et 224 autres victimes dans l'explosion d'un avion russe partant de la même ville en novembre 2015). Cette situation sécuritaire n'étant pas améliorée par le climat politique des cinq dernières années, avec le printemps arabe et le départ de Hosni Moubarak en 2011, suivi de la perte du pouvoir en 2013 du président élu en 2012 Mohamed Morsi au profit d'Abdel Fattah Al-Sissi, actuel chef de l'État. Cependant, cette instabilité politique n'a pas entamé les efforts d'exploration des compagnies pétrolières, convaincues du potentiel géologique du pays et rassurées par la qualité des élites pétrolières au sein des organismes d'État et du ministère. L'Égypte peut également aller vite car tous les pouvoirs exécutifs sont détenus par une seule personne, son président.